

● (1430)

[Traduction]

Je sais que mon bon ami, le médecin de l'Ontario, n'apprécie pas que l'on manque ainsi aux promesses électorales. Il a certainement très hâte de prendre la parole pour dénoncer le ministre de l'Agriculture (M. Wise) en ce qui concerne la mesure à l'étude. Quand il faisait parti de l'opposition, il souscrivait à tous les discours prononcés contre la mesure et les applaudissait. Il a même à l'occasion applaudi certains de nos discours, mais à présent il garde le silence. Il fait le docile dans son petit coin à la Chambre. Je suis persuadé que dans quelques mois il aura le courage d'affirmer ses convictions et de bondir à la Chambre pour dénoncer le gouvernement qui a rompu un si grand nombre de promesses électorales.

Il y a deux ou trois raisons pour lesquelles ce projet de loi nous préoccupe. Tout d'abord, nous pensons que la mesure est insuffisante. On ne fait qu'y reprendre les dispositions de l'ancien programme de M. Whelan. Cette stabilisation des revenus agricoles pour ces produits n'est rien de plus que la stabilisation de la pauvreté ou à tout le moins la stabilisation des revenus agricoles à des niveaux peu élevés. Nous pensons que la meilleure solution est de payer à l'agriculteur un prix qui est fonction du coût de production et rapporte à cet agriculteur un bénéfice équitable. En somme, nous voulons une assurance-revenu ou des prix paritaires afin que les agriculteurs disposent d'un véritable revenu pour pouvoir faire marcher leur exploitation et élever leur famille.

En second lieu, j'incite mes collègues libéraux à ne pas s'empresser d'appuyer ce projet de loi. Nous devrions plutôt le renvoyer au comité pour l'étudier en toute liberté. Il nous faut un mécanisme qui permette aux agriculteurs canadiens de venir témoigner pour qu'ils puissent convaincre le gouvernement qu'il y a lieu de modifier le projet de loi à l'étude aujourd'hui. Le gouvernement fait fausse route. Sa solution est insuffisante et ne résout pas le problème de fond que posent le prix trop bas des produits agricoles et les frais de production exorbitants.

Entre autres problèmes, les frais de production des agriculteurs sont trop élevés. Dernièrement, un producteur de ma circonscription m'a montré un minuscule engrenage à vis sans fin provenant de l'épurateur d'air d'une moissonneuse-batteuse. Ce petit objet de plastique qui pèse environ une once et mesure trois quarts de pouce coûte \$32. Il devra vendre 480 livres de blé pour payer cette simple pièce du système de ventilation de sa machine. Il se demande pourquoi le prix de vente de ses produits ne tiendrait pas compte de ses frais de production.

Tout débat sur l'agriculture au Canada est très important pour diverses raisons. L'agriculture est l'industrie la plus fondamentale et la plus importante du pays. Si les choses vont mieux pour les agriculteurs, elles vont aussi mieux pour les autres Canadiens. Si la situation des agriculteurs des prairies s'améliore, celle de mon ami de Nickel Belt, dans la grande ville du Sudbury, s'améliorera aussi. Si les choses vont mieux pour les agriculteurs du Québec ou de l'Ontario, elles iront

Stabilisation des prix agricoles—Loi

mieux pour le travailleur de White Farm ou de Massey-Ferguson à Brantford. Si l'agriculteur de la Colombie-Britannique se tire mieux d'affaires, il y aura plus d'emplois dans nos villes pour les jeunes.

Pour créer des emplois, nous devons stimuler l'économie agricole et nos autres ressources primaires comme l'industrie forestière et la pêche. Nous devons construire à partir de ce que nous avons. Le premier ministre l'a souvent dit: «You dance with who brung you.» Les lois que présente son gouvernement ne reflètent pas ce principe et cette façon de s'exprimer n'est pas très grammaticale, mais c'est bien ce qu'il a dit. Nous devons bâtir notre économie à partir de nos industries primaires, notamment l'agriculture et les ressources minières.

M. Rodriguez: Le nickel.

M. Nystrom: Mon ami derrière moi dit «le nickel». Il ne pense qu'à cela, mais cela ne m'étonne pas vraiment puisqu'il est de Nickel Belt.

Voilà où nous devons débiter, monsieur le Président, mais j'ai l'impression que ce n'est pas la voie que le gouvernement a décidé d'emprunter. Il tient à reconstruire le pays en s'appuyant uniquement sur deux choses: les grandes entreprises d'une part, et l'amitié que les ministériels éprouvent pour Ronald Reagan et la Maison blanche d'autre part.

M. Boudria: N'oubliez pas leurs parents.

M. Nystrom: Si les ministériels qui ont des quantités de parents font beaucoup de favoritisme, c'est qu'ils imitent en cela les libéraux et que rien n'a changé.

Le gouvernement s'appuie sur les grandes entreprises et sur ses amis les Américains. Bien des gens s'imaginaient, à entendre le nouveau premier ministre faire l'éloge du bon vieux Ronnie, son pote de la Maison blanche, que nous bénéficierions de relations privilégiées avec les États-Unis qui avantageraient le Canada, leur voisin du Nord. Il y a bien eu la conférence de Québec où on a parlé de libre échange . . .

[Français]

Le libre échange entre les Canadiens et les Américains, le libre échange pour nos produits agricoles, pour nos produits manufacturés.

[Traduction]

L'avion qui ramenait le président Reagan à la Maison-Blanche avait à peine décollé que son gouvernement imposait un droit tarifaire de 12 p. 100 sur les porcs canadiens importés aux États-Unis. A peine était-il rentré à Washington après tous ces beaux discours sur le libre-échange et après que Brian eut chanté à Québec des chansons qui ont coûté plus d'un demi-million de dollars aux contribuables . . .

[Français]

Mme Mailly: J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

M. le vice-président: L'honorable députée de Gatineau (M^{me} Mailly) invoque le Règlement.

Mme Mailly: Monsieur le Président, je crois que le député sait très bien que c'est le nom du très honorable premier ministre (M. Mulroney) et non «Brian» qu'il doit utiliser.